

CONFÉRENCE ÉPISCOPALE CENTRAFRICAINE



**CECA**  
B.P: 1518 Bangui - RCA  
Tél: +236 21 61 70 72 Cell: +236 75 11 41 02  
E-mail: [secretariat@cecarca.org](mailto:secretariat@cecarca.org) / [infos@cecarca.org](mailto:infos@cecarca.org)  
Site Web: [www.cecarca.org](http://www.cecarca.org)

Message des Evêques de Centrafrique au Gouvernement, à la Communauté Internationale, au peuple et aux personnes de bonne volonté.

**Brisons les liens de la mort et sauvons le peuple centrafricain de l'asphyxie.**

## **Introduction**

Depuis la dernière crise militaro-politique que vient de connaître notre pays, Nous Evêques de Centrafrique, sommes restés solidaires et près du peuple pour partager les peines et les difficultés endurées par cette population meurtrie dans sa chair. Cependant nous constatons que les accords de Libreville du 11 janvier 2013, tardent à se réaliser pleinement. C'est la raison pour laquelle nous nous engageons à lancer un vibrant appel au Gouvernement d'Union Nationale, à la CEEAC, à la Communauté Internationale, et aux personnes de bonne volonté en vue d'œuvrer instamment pour mettre fin à la souffrance du peuple Centrafricain.

### **I. Réalités présentes :**

Depuis ces derniers évènements, une grande partie des régions de Centrafrique est occupée par la rébellion armée. Les populations vivent dans la peur. Elles sont dispersées dans la brousse ; elles ne peuvent plus vaquer librement à ses occupations ; les activités champêtres sont abandonnées.

Dans les villes occupées, des malades se retrouvent sans soins ; les hôpitaux sont fermés ou complètement détruits, des bâtiments scolaires ont

été saccagés, pillés et par endroit complètement détruits. Inévitablement, la scolarité de milliers et de milliers d'enfants est compromise. Le droit inviolable à l'intégrité physique de la personne humaine, notamment en ce qui concerne les jeunes filles et les femmes, n'est plus respecté. Nombre de jeunes filles et de femmes ne cessent de faire l'objet de viol.

D'autres actes notoirement déplorables sont les infrastructures de l'état et les édifices religieux qui sont saccagés, pillés, profanés et les voitures emportées. Les quelques unités de production existantes ont été vandalisées, les biens et les propriétés des citoyens ne sont plus sécurisés ; des villages incendiés.

## II. Plan d'action

Doit-on continuer à soumettre le peuple à de telles conditions de vie si inhumaines et humiliantes qui, pourtant, ont préalablement fait l'objet de plusieurs discussions et dialogues ?

Nous en appelons à votre sens de patriotisme : ***libérez rapidement et sans délai ce peuple qui ne veut que la paix pour vaquer à ses occupations.***

***Le peuple meurtri qui crie en silence et dont la voix est étouffée n'en peut plus. Il exprime son exaspération face à toutes les exactions qu'on lui impose depuis le mois de décembre de l'année dernière.***

A cet effet, nous recommandons :

Au Médiateur de la CEEAC, à la Communauté Internationale, aux ambassadeurs accrédités en Centrafrique, au BINUCA, à la CEEAC d'aider rapidement pour que :

- ❖ Les routes soient ouvertes afin de faciliter la libre circulation du peuple centrafricain. Car les gens meurent de faim, ils sont asphyxiés, ils n'ont plus de ravitaillement ni en carburant, ni en denrées alimentaires, ni en médicaments essentiels.
- ❖ Les réseaux téléphoniques soient rétablis dans les zones occupées, car on ne peut pas priver tout un peuple de son droit de communiquer.

- ❖ Le Gouvernement assume sa responsabilité et garantit la sécurité des religieux, religieuses et de tout citoyen centrafricain.
- ❖ Les responsables des différentes factions rebelles qui sont dans les zones occupées mettent immédiatement fin aux vols et viols, aux actes de vandalisme, aux tueries et aux exactions sur le peuple centrafricain, les religieux et surtout sur les bâtiments et les édifices publics et religieux.

### III Conclusion

Nous vous mettons devant votre conscience et votre responsabilité: les populations sont déplacées, elles vivent dans la terreur et l'angoisse. Des innocents centrafricains sont tués, égorgés comme des animaux. **TROP C'EST TROP. NOUS SOMMES FATIGUES. LE PEUPLE EST LAS DE TOUTES CES SOUFFRANCES INUTILES, DESTRUCTRICES.**

Cette situation doit changer. Le peuple centrafricain a le droit de vivre en paix dans son pays et vaquer sans inquiétude à ses occupations.

Nous exigeons le respect de la parole donnée et de la Constitution.

Que ce début de carême soit pour chacun un temps de conversion des cœurs afin de faire sortir ce peuple pris en otage et qui attend de nous une libération totale ; la paix qui vient de Dieu, la paix des cœurs et non celle des armes.

Que le Dieu de Miséricorde bénisse notre pays la République Centrafricaine.

**NB :** Une lettre pastorale plus explicite suivra ce message dans les jours à venir.

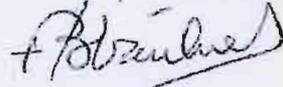
Fait à Bangui 14 Février 2013



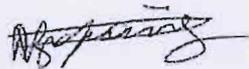
Mgr Edouard MATHOS, Président de la CECA, Evêque de Bambari

+ E. Vanbuel

Mgr Albert VANBUEL, Vice Président de la CECA, Evêque de Kaga Bandoro

+ 

Mgr Dieudonné NZAPALINGA, archevêque de Bangui

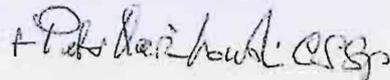
+ 

Mgr Nestor Désiré NONGO AZAGBIA, Evêque de Bossangoa

Mgr GUERRINO PERIN, Evêque de Mbaïki

+ 

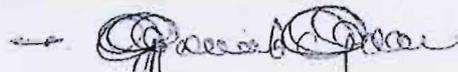
Mgr Peter MARZINKOWSKY, Evêque d'Alindao

+ 

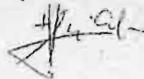
Mgr Dennis KOFI AGBENYADZI, Evêque de Berberati

+ 

Mgr Armando GIANNI, Evêque de Bouar

+ 

Mgr Juan Jose AGUIRRE, Evêque de Bangassou

+ 

Mgr Cyr Nestor YAPAUPA, Evêque coadjuteur d'Alindao.

+ 